

**VII^{EMES} JOURNEES D'ETUDE INGENIERIE DES DISPOSITIFS DE FORMATION A
L'INTERNATIONAL**
**« ÉVOLUTIONS DES DISPOSITIFS DE FORMATION FACE AUX ENJEUX DU DEVELOPPEMENT
RURAL A L'INTERNATIONAL » - PARIS 16 / 17 JANVIER 2003.**

**UN DECALAGE PERSISTANT
L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE AU CAMBODGE A L'HEURE DE LA RECONSTRUCTION**

Didier Pillot - Cnearc

Le système de formation technique et supérieure agricole au Cambodge s'appuie sur quatre institutions dont les deux principales sont :

- l'Université Royale d'Agronomie, qui forme des « bachelors » en quatre années d'études après le baccalauréat
- le Lycée agricole de Preaek Leap, qui forme des techniciens en deux années

La Banque Mondiale vient de financer une étude de la stratégie nationale de formation agricole, appuyée sur deux années d'assistance technique pour animer une réflexion collective et transversale.

UN ECLAIRAGE DES BESOINS

Dans ce cadre, trois études ont été produites qui éclairent les besoins du pays en formation.

- La première concerne les changements attendus de l'insertion -récente- du Cambodge au sein de l'accord de libre-échange de l'ASEAN, le NAFTA, effectif depuis deux ans, et de l'intégration du Royaume à l'OMC (en cours). Cette étude laisse entrevoir à la fois une dynamisation des investissements privés dans certains secteurs (mais en définitive assez peu dans l'agriculture), et en revanche, une accentuation des problèmes sociaux, en particulier dans le secteur rural si des politiques volontaristes de la part de l'Etat ne viennent pas corriger l'impact d'une mise en concurrence sans protection de secteurs de la production agricole fragiles ou simplement moins compétitifs que ceux des pays voisins.
Le besoin de politiques publiques régulationnistes est ainsi mis en évidence, dans un pays où tout l'appareil institutionnel (depuis la loi foncière jusqu'au contrôle des labels de qualité en passant par une loi sur l'eau), est en reconstruction.
- La seconde porte sur les scénarios d'évolution de l'agriculture cambodgienne à l'horizon 2020, de sorte à pouvoir mieux identifier les besoins en encadrement que ces évolutions requièrent. Six scénarios ont été examinés, selon l'évolution relative des prix du riz et des intrants, selon la croissance des emplois industriels, et le type d'intervention de l'Etat (Tableau 1). Ces six scénarios ont été appliqués à sept systèmes agraires différents considérés comme représentant la diversité des agricultures du pays.
 - ❖ Quatre systèmes basés sur la riziculture : les terrasses à riziculture inondée, les systèmes à riz de décrue, les systèmes à riz flottants et ceux basés sur le riz pluvial de montagne.
 - ❖ Trois systèmes basés sur les cultures non inondées : le système des berges du Mékong, la polyculture des plateaux à terres rouges et les systèmes capitalistes modernes d'élevage intensif ou de cultures de rente se développant sur investissements privés.

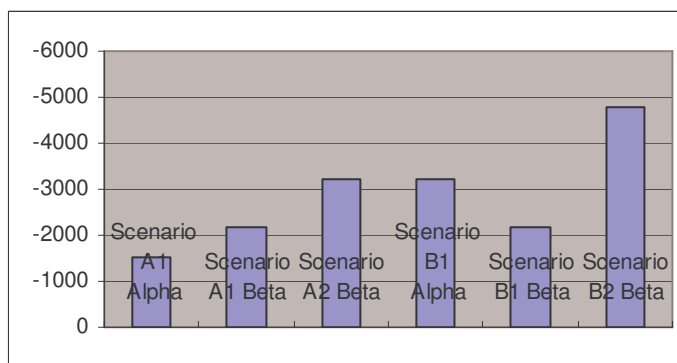
		Scénario α : Régulation publique forte	Scénario β : Régulation publique faible
Scénario A: 40% d'augmentation du rapport de prix Paddy/pétrole par rapport aux moyennes 97/98/99.	Scénario 1: Création de 25 000 emplois industriels par an	A 1 α	A 1 β
	Scénario 2: Création de 10 000 emplois industriels par an	A 2 α <u>Non considéré</u>	A 2 β
Scenario B: 25% de baisse du rapport de prix paddy/pétrole par rapport aux moyennes 97/98/99.	Scénario 1: Création de 25 000 emplois industriels par an	B 1 α	B 1 β
	Scénario 2: Création de 10 000 emplois industriels par an	B 2 α <u>Non considéré</u>	B 2 β

Tableau 1: Hypothèses encadrant les scénarios d'évolution de l'agriculture cambodgienne

En croisant scénarios et systèmes agraires, l'étude permet de mettre en évidence les grandes transformations auxquelles le pays aura à faire face dans les vingt prochaines années. Sans rentrer dans les détails, il apparaît très vite que quel que soit le scénario, la riziculture à riz flottants va fortement régresser au profit des systèmes à base de cultures de décrue ; le système à riziculture inondée, sur lequel vivent 75% des agriculteurs, est contraint à une intensification majeure par l'extension de la double culture, et, donc, de l'irrigation à petite échelle. D'une façon générale, le maraîchage et la pisciculture ont aussi vocation à connaître une croissance importante.

L'étude fait aussi apparaître que, dans les vingt prochaines années, d'importants mouvements de migration interne et de colonisation des zones sous peuplées du Nord et du Nord-Est (Figure 1).

Figure 1 : Migrations internes attendues selon les scénarios
(en milliers de personnes d'ici 2020)



- La troisième porte sur les conséquences de ces évolutions sur les besoins en cadres de l'agriculture, à la fois sur le plan qualitatif et sur le plan quantitatif. Pour chaque système agricole et chaque scénario d'évolution, les besoins sont évalués en distinguant les niveaux de cadre, et, le cas échéant, leur spécialité attendue. Ces besoins sont alors sommés au niveau national, traduisant ainsi l'évolution globale des besoins.

1. Pour les techniciens, tous les scénarios montrent une croissance importante des besoins en développement agricole à la base. Les activités et cultures non rizicoles sont particulièrement concernées, alors que les compétences des techniciens sont aujourd'hui bien davantage orientées autour de la riziculture.
2. Pour les cadres supérieurs (niveau « bachelor »), les besoins les moins bien couverts par le dispositif actuel concernent l'économie rurale et l'irrigation.
3. En tout état de cause, aussi bien pour les techniciens que pour les ingénieurs, on attend aussi la capacité à faire face à des situations professionnelles diversifiées, et évoluant au cours de la carrière. Ce sont ainsi les *capacités horizontales* qui seront privilégiées, alors que le système d'enseignement privilégie aujourd'hui *la transmission de connaissances techniques*.
4. Selon les scénarios d'évolution de l'agriculture, la couverture des besoins suppose la formation des effectifs suivants:
 - (i) De l'ordre d'une vingtaine de "masters" par an
 - (ii) De 180 à 230 "bachelors" par an selon les scénarios,
 - (iii) De 180 à 330 techniciens par an

UN SYSTEME D'ENSEIGNEMENT INTERPELLE

Par rapport à ces besoins qui s'expriment surtout au niveau des techniciens, force est de constater que l'enseignement agricole est assez mal adapté. En particulier, il produit aujourd'hui davantage de haut gradés (les *bachelor*, environ 250/an, c'est à dire au delà de la fourchette ci dessus) que de techniciens (210/an, c'est à dire plutôt le bas de la fourchette ci dessus) et d'agents techniques (quelques dizaines).

Au même moment, il existe des projets des institutions supérieures d'enseignement pour porter à 450 de nombre de *bachelors* diplômés par an, soit le double des besoins estimés du marché !

La tendance de chaque institution d'enseignement est d'ailleurs de relever le niveau « sur le papier » des diplômes qu'elle offre (les institutions formant des techniciens veulent passer au niveau *bachelor*, les institutions offrant le *bachelor* au niveau *master*, etc...), et non pas de s'adapter au marché, qui demande surtout des techniciens. La capacité à drainer des droits d'inscription et des frais de scolarité augmente en effet avec le niveau prétendu, conduisant à une inflation, tant quantitative que en termes de niveau visé.

Au delà des aspects, il ressort de l'étude que :

- l'enseignement insiste trop peu (voire pas du tout) sur les capacités horizontales : communication écrite, prise de décision, conception de projet, suivi évaluation, autant que sur les capacités méthodologiques à analyser et gérer un problème : identifier ses causes, mettre au point une solution, planifier des actions...
- Les curricula spécialisent bien trop, et trop précocement, les élèves : Ainsi, sur quatre ans d'enseignement de « bachelor » à l'URA, il y a un an de tronc commun, voué aux disciplines de base, puis deux ans et demi de spécialisation (agronomie, élevage, foresterie, pisciculture...). Or toutes les scénarios montrent que les besoins professionnels portent bien davantage sur des profils de généralistes, capables d'adaptations multiples en fonction des emplois et de la demande. Pourtant, la pression des enseignants et des institutions va plutôt dans le sens de renforcer les spécialisations, perçues comme incarnant la compétence, plutôt que de les réduire...
- L'enseignement n'est pas construit en fonction de profils de métiers, mais à partir de l'offre disciplinaire que peuvent proposer les enseignants ; les professionnels en activité participent très peu, voire pas du tout aux enseignements ; les employeurs ne sont pas représentés dans les structures des établissements...
- L'appui des bailleurs est inconstant, dispersé entre des sources qui se situent en compétition plus qu'en synergie.

Devant l'incapacité des institutions publiques de répondre aux besoins du marché, ce sont les institutions privées ou semi-publiques employeurs qui tendent à développer leurs propres formations « maison » pour disposer de personnels qualifiés répondant à leurs besoins. L'ouverture de ces formations complémentaires à l'extérieur des institutions d'enseignement accélère la déqualification de ces dernières et les vident un peu plus de leur substance. Devant cette situation, il est légitime de s'interroger sur les stratégies de coopération susceptibles de faire évoluer le dispositif, en partie à l'encontre de ses principaux acteurs, pour l'adapter réellement aux besoins. L'étude de la Banque en vient à préconiser une « mise sous tutelle » des établissements avec, à chaque fois, un bailleur extérieur dominant associé directement à la direction de l'établissement) et une forte AT de substitution tant que des ressources humaines nationales n'auront pas pu être formées et fidélisées sur les établissements. Sans aller forcément jusqu'à de tels extrêmes, il importe certainement :

- d'obtenir un consensus entre bailleurs pour « faire pression conjointe » sur les institutions dans le sens d'une meilleure adaptation aux besoins ;
- de lier les accords possibles de coopération à des réformes structurelles significatives, faute de quoi l'entropie du système éducatif ne semble laisser aucune chance à une évolution vers sa meilleure adaptation aux besoins.

UNE SITUATION COMMUNE AUX PAYS EN RECONSTRUCTION ?

La problématique de la relance -ou de l'adaptation de l'enseignement agricole au Cambodge renvoie aux problématiques de reconstruction post-crise. Le cas du Cambodge, marqué par le sinistre khmer rouge des années 70, n'est certainement pas unique tant les crises sociales, politiques ou militaires majeures sont devenues courantes dans les pays en développement. Le scénario se retrouve de façon assez immuable dans toutes ces configurations : (Cf Rwanda, Angola, Mozambique, Liberia, Sierra Leone...).

- Dans un premier temps, la crise, au delà de son impact économique et humanitaire direct sur toute la population, affecte particulièrement les ressources humaines les mieux formées, soit parce qu'elles sont les premières à être liquidées (cas de l'acharnement des Khmers rouges sur les élites intellectuelles khmères), soit parce qu'elles ont, davantage que le commun de leurs compatriotes, la possibilité de fuir et de s'exiler.
- Dans les deux cas, le résultat est identique : au moment de la reconstruction, il n'existe plus, localement, de ressources humaines qualifiées pour relancer l'enseignement technique et supérieur, les besoins sont immenses et le gouvernement a d'autres priorités, à plus court terme, que l'enseignement supérieur.
- Dans ces conditions, si l'enseignement reprend cahin caha, la qualité est souvent très basse. Les formés trouvent rarement à s'employer dans le secteur agricole, tant ils sont techniquement analphabètes. Il y a cependant beaucoup de candidats à l'entrée dans l'enseignement supérieur, car, dans une situation de pénurie de cadres, toute formation supérieure, quelle qu'elle soit, est un perçue comme un ascenseur social.
- Pour peu que le contexte régional soit un peu dynamisant - c'est bien le cas du Cambodge avec l'intégration économique au sein du NAFTA, la zone de libre échange de l'ASEAN- l'agriculture, elle, reprend bien plus vite que l'enseignement. Rapidement, l'enseignement agricole devient largement décalé par rapport aux besoins du monde rural et de l'économie agroalimentaire. Ni les appareils de développement ni les entreprises n'attendent d'ailleurs quoi que ce soit des institutions d'enseignement : elles prennent l'habitude de résoudre *autrement* leurs besoins en personnel, en particulier en développant des formations maison.
- A sa faiblesse structurelle en enseignants qualifiés, l'enseignement agricole ajoute alors un second handicap : celui de sa déconnexion croissante du monde professionnel et des besoins du marché. Il tourne sur lui même, envisageant des effectifs qui n'ont aucune commune mesure avec les réalités du marché, développant des spécialisations redondantes ou parfaitement anachroniques en regard des besoins et tirant les formations toujours vers le haut (du technicien-bachelor au « docteur » en passant par le master « ingénieur » alors que les besoins se situent au contraire surtout aux niveaux de base.

Les scénarios de sortie de ces contradictions n'est pas facile à imaginer. Peut on penser que des évolutions générées de l'intérieur permettent au système de se transformer ? Ou faut-il croire que seules des pressions extérieures fortes sont à même de contrebalancer la résistance spontanée de l'appareil éducatif agricole à des changements allant dans le sens de son ouverture à la société et aux enjeux de transformation de l'agriculture ?